L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

PUBLICATION DURANT LA PAIX.

MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 15 JUILLET 1837.

☞Les personnes qui doivent à l'imprimerie de l'*Abeille*, sont pour abonnement, ou avis, sont priées de solder leurs comptes après la troisième demande, afin d'éviter des poursuites judiciaires.

Le résultat de l'élection d'un représentant pour la paroisse des Rapides, qui a eu lieu ces jours derniers, s'est terminée en faveur du général Isaac Thomas.

Sur le rapport du Grand Jury.

Le rapport fait par le grand Jury de la Cour Criminelle est une de ces pièces dont l'authenticité ne saurait être mise en question ; et l'examen qui y a donné lieu est un des actes pour lesquels la souveraineté de peuple se rend compte ces effets d'une législation à laquelle le peuple n'a participé que par ses mandataires ; et dont au moyen de grand *Jury*, il est appelé à approuver, ou à blâmer, les résultats et surtout l'application.

La visite des prisons était un des premiers soins qui devraient l'occuper ; et les dispositions prises pour faire disparaître l'odieux régime que jusqu'ici l'on avait laissé à se perpétuer ont paru satisfaire à toutes les conditions d'une installation de ce genre. Nous avons rendu compte de la distribution convenable de cet établissement, et nous avons rendu justice au zèle ainsi qu'aux soins qui en avaient dirigé la bâtisse ; et ce serait fatiguer nos lecteurs par d'inutiles redites, que de leur rappeler des détails qui les ont dû mettre au fait de l'immense progrès fait dans l'une des branches de l'administration si intéressante le plus d'humanité.

Le but, néanmoins, est loin d'être atteint ; et la singulière anomalie qui donne aux différentes juridictions locales, le droit de geôle, et le triste privilège de torturer les hommes avant que le crime ou que le délit soit constaté ; a trouvé un grand jury tout ce qu'avait d'inhumain, de barbare, l'application mal entendue de lois mal dirigées. Plus on avance dans l'examen de nos lois correctionnelles ou criminelles, plus on a d'étonné de l'ancienneté laissée à certains magistrats et à l'abus qu'ils en peuvent faire ; et plus épouvanté on reçue surprise, devoir qu'il n'existe, à aucun mode de recommandée contre les plus iniques vexations, que le grand jury lui-même ne soit à qu'on prendre de l'état affreux des prisons provisoires des deux premières municipalités !

"Il n'est pas *certain* que ce devoir (de les surveiller) appartienne au recorder ; mais, si on n'est pas lui que la loi oblige, il est grand temps de demander : quelcet le magistrat qui compte se devoir parmi les siens ?"

C'est au dix-neuvième siècle, chez un peuple qui se pique de civilisation, que l'on ignore à qui est imposé le devoir, à qui appartient le droit de prévenir des tortures que, d'après le grand jury, n'eût pas désavouées l'inquisition !

Le magistrat quelqu'il soit qui a le droit de plonger son semblable dans les cachots ; de l'y torturer jusqu'à ce qu'il ait avoué tout ce qu'on veut de lui, est tenu indispensablement, comme le dit encore le grand jury ; n'on ne pas à s'assurer par lui-même, de l'état de la prison surveillance, il n'a le droit d'intervenir contre la barbarie de certaines gens en faveur de ceux dont il est le protecteur né, tant qu'ils ne sont pas livrés à la justice criminelle ?

Il semble que les magistrats n'envient, dans leurs emplois, que les émoluments ou les honneurs ; et qu'ils ne quant aux charges, ils tendent à s'en renvoyer le poids, afin que le silence de la loi leur permet à cet égard d'asseoir de subterfuge !

C'est assurément bien mal entendre le gouvernement populaire, que de vouloir mettre à l'écart tout ce que tend au soulagement de ce que l'on nomme les *classes inférieures* ! Mais, l'homme, quelqu'il soit, mérite des égards comme homme ; et si, lorsqu'il s'est dégradé par le crime, la société le repousse de son sein, c'est encore avec humanité qu'elle le traite !. Le citoyen accusé n'est pas l'homme dégradé ; il est encore l'égal du citoyen que sa magistrature a mis dans l'obligation de le tenir à la disposition de la loi ; dès lors, il y a abus d'autorité, il y a déni de justice, à l'inobservance de ces